

CHILI

Après une période de vigoureuse expansion, l'économie a commencé à ralentir, du fait des retombées de la crise de la dette souveraine dans la zone euro, qui se sont traduites par une perte de confiance et un durcissement des conditions du crédit. Un léger affaiblissement de la croissance à 4½ pour cent est attendu en 2012 du fait d'un relâchement de la demande intérieure et de la volatilité persistante des conditions financières internationales. L'embellie des perspectives de croissance à l'échelle mondiale devrait contribuer à une accélération de la croissance à 5 % en 2013.

Après une accélération à la fin de 2011, l'inflation s'est modérée récemment et les anticipations inflationnistes restent bien ancrées dans les limites de la fourchette fixée par la banque centrale. Le ralentissement économique, quoique peu marqué, limitera la pression inflationniste, ce qui permettra à la banque centrale de maintenir pendant quelque temps une politique monétaire neutre. Même si une croissance moins rapide et des pressions sociales en faveur d'une augmentation des dépenses dans l'éducation creusent le déficit budgétaire en 2012, les autorités budgétaires devraient de nouveau viser l'objectif de retour du déficit structurel à 1 % du PIB en 2014.

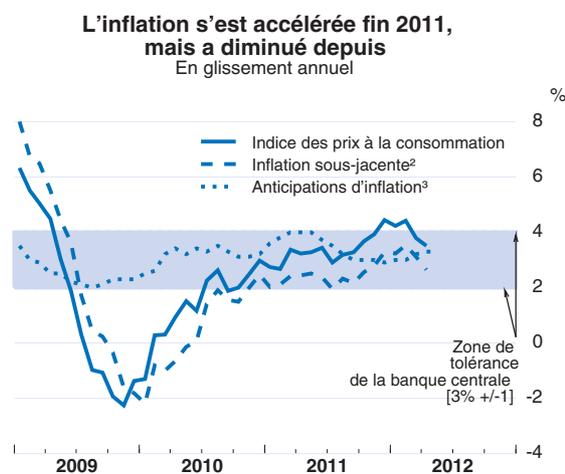
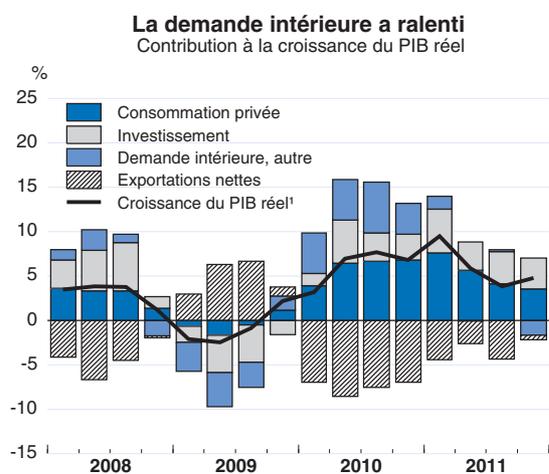
L'activité économique ralentit

La décélération de l'économie mondiale au second semestre de 2011 et la tourmente financière venue d'Europe ont refroidi l'économie chilienne. Le taux de change s'est déprécié vers la fin de l'année 2011 et le marché monétaire s'est durci temporairement, obligeant la banque centrale à prendre des mesures transitoires pour accroître la liquidité. Même si la consommation privée est restée forte, soutenue par le dynamisme du marché du travail, son expansion a été moins rapide.

L'orientation de la politique monétaire est adaptée à la situation

Le contexte extérieur défavorable, qui se traduit par une dégradation de la confiance à l'intérieur du pays et des conditions financières restrictives, a conduit la banque centrale à abaisser le taux directeur de

Chili



1. Pourcentage de variation en glissement annuel.
 2. IPC hors carburants et fruits et légumes frais.
 3. Anticipations sur 11 mois, Enquête mensuelle sur les anticipations économiques.
- Source : Banque centrale du Chili.

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888932611641>

Chili : Demande, production et prix

	2008	2009	2010	2011	2012	2013
	Prix courants milliards de CLP	Pourcentages de variation, en volume (prix de 2008)				
PIB aux prix du marché	93 847.9	-0.9	6.1	5.9	4.4	5.1
Consommation privée	57 081.9	-0.8	10.0	8.8	4.9	6.2
Consommation publique	10 553.3	9.2	3.9	3.9	4.0	2.7
Formation brute de capital fixe	23 178.5	-12.1	14.3	17.6	7.0	7.7
Demande intérieure finale	90 813.8	-2.6	10.1	10.2	5.3	6.1
Variation des stocks ¹	1 183.5	-3.1	4.1	-0.6	-1.0	0.0
Demande intérieure totale	91 997.3	-5.8	14.7	9.4	4.2	6.1
Exportations de biens et services	38 953.2	-4.5	1.4	4.6	3.9	5.6
Importations de biens et services	37 102.5	-16.2	27.4	14.4	5.1	8.4
Exportations nettes ¹	1 850.7	4.5	-7.6	-2.8	-0.3	-0.9
<i>Pour mémoire</i>						
Déflateur du PIB	—	4.0	7.4	2.8	2.4	3.4
Indice des prix à la consommation	—	0.4	1.4	3.3	3.7	2.9
Déflateur de la consommation privée	—	1.9	1.3	3.4	3.8	2.9
Taux de chômage	—	10.8	8.1	7.1	7.2	7.2
Solde de l'administration centrale ²	—	-4.2	-0.4	1.4	-0.5	0.1
Balance des opérations courantes ²	—	2.0	1.5	-1.3	-2.0	-0.1

1. Contributions aux variations du PIB en volume (en pourcentage du PIB en volume de l'année précédente), montant effectif pour la première colonne.

2. En pourcentage du PIB.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 91.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932613180>

25 point de base pour le ramener à 5 %, un niveau proche de la neutralité. Avec une forte hausse des salaires et des prix des produits de base, l'inflation globale et sous-jacente des prix à la consommation se sont renforcées à la fin de 2011, avant toutefois de baisser récemment. Compte tenu de l'atténuation des pressions inflationnistes éventuelles, la politique monétaire restera probablement inchangée jusqu'à la fin de 2012.

Le rythme de l'assainissement budgétaire s'est ralenti

Le budget 2012 prévoit une augmentation de 5 % des dépenses en termes réels par rapport à 2011, destinée essentiellement à améliorer la qualité de l'enseignement et à achever la reconstruction après le tremblement de terre, ce qui aboutira à un déficit de base de 0.4 % du PIB et à un déficit structurel correspondant à 1.5 % du PIB. Les prévisions sont fondées sur l'hypothèse d'une croissance plus lente et de prix du cuivre plus bas que ne l'indique le gouvernement, d'où une diminution des recettes fiscales et un déficit budgétaire effectif de 0.5 % du PIB en 2012. Une croissance plus vigoureuse et l'achèvement des projets de reconstruction devraient assurer le retour à un léger excédent en 2013.

Un ralentissement de la demande intérieure et extérieure freinera la croissance

Après un ralentissement en 2012, la croissance pourrait se redresser pour approcher de son niveau potentiel en 2013, par suite d'un raffermissement de la confiance et du retour à la normale de l'économie mondiale. Avec la décélération de la croissance cette année, l'inflation devrait se stabiliser aux alentours de 3 %.

**Les risques sont
principalement d'origine
externe**

Une croissance mondiale plus lente, et en particulier une récession en Chine pèseraient sur les exportations et les prix du cuivre, affaiblissant l'expansion économique davantage que prévu. À l'inverse, une croissance mondiale d'une vigueur inattendue, avec des prix des produits de base plus élevés et des conditions financières plus favorables, conduirait à une croissance intérieure plus forte, mais aussi à des pressions inflationnistes et à une politique monétaire plus restrictive.



Extrait de :
OECD Economic Outlook, Volume 2012 Issue 1

Accéder à cette publication :
https://doi.org/10.1787/eco_outlook-v2012-1-en

Merci de citer ce chapitre comme suit :

OCDE (2012), « Chili », dans *OECD Economic Outlook, Volume 2012 Issue 1*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: https://doi.org/10.1787/eco_outlook-v2012-1-14-fr

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document et toute carte qu'il peut comprendre sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région.

Vous êtes autorisés à copier, télécharger ou imprimer du contenu OCDE pour votre utilisation personnelle. Vous pouvez inclure des extraits des publications, des bases de données et produits multimédia de l'OCDE dans vos documents, présentations, blogs, sites Internet et matériel d'enseignement, sous réserve de faire mention de la source OCDE et du copyright. Les demandes pour usage public ou commercial ou de traduction devront être adressées à rights@oecd.org. Les demandes d'autorisation de photocopier une partie de ce contenu à des fins publiques ou commerciales peuvent être obtenues auprès du Copyright Clearance Center (CCC) info@copyright.com ou du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC) contact@cfcopies.com.